



ASSOCIATION

MAISON DES ASSOCIATIONS DE SAINT JOSEPH

Association régie par la loi 1901

Siège social :
354 rue Raphaël Babet
974800 SAINT JOSEPH

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ANNUELLE

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS
Sur les Comptes de la Période du 1^{er} janvier 2021 au 31 décembre 2021

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS
Sur les Comptes de la Période du 1^{er} janvier 2021 au 31 décembre 2021

A l'Assemblée Générale de l'association **MAISON DES ASSOCIATIONS DE SAINT- JOSEPH (MDA)**,

1 – Opinion sur les comptes annuels

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association **MAISON DES ASSOCIATIONS DE SAINT- JOSEPH (MDA)** relatifs à l'exercice clos le **31 décembre 2021**, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association **MAISON DES ASSOCIATIONS DE SAINT- JOSEPH (MDA)** à la fin de cet exercice.

2 – Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit : Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance : Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1 janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

3 – Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L.823-9 et R823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivants qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

- **Subventions des organismes financeurs :** En nous appuyant sur les conventions signées entre l'Association MDA de Saint-Joseph et les financeurs, nous nous sommes assurés de la

réalité des subventions à recevoir et de la prise en compte de celles-ci en produit au fur et à mesure de la réalisation effective des dépenses éligibles.

- **Contributions volontaires :** Une note de l'annexe expose la valorisation dans les comptes des heures de bénévolats consacrées aux fonctions d'exécution ou d'encadrement et des mises à disposition. Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre association, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables utilisées et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

4 – Vérifications du rapport de gestion et des autres documents adressés aux membres.

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observations à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les documents adressés aux membres de l'association **MAISON DES ASSOCIATIONS DE SAINT-JOSEPH (MDA)** sur la situation financière et les comptes annuels.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

5 – Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

6 – Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Sainte Clotilde, le 9 juin 2022

Le Commissaire aux comptes
Commissariat et Audit - 3A



Jean - Pierre GRANET
Responsable technique - Associé



Hervé CHARLANES
Président - Associé



Bilan Actif

Etat exprimé en euros		31/12/2021			31/12/2020
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Concessions brevets droits similaires				
	Fonds commercial (1)				
	Autres immobilisations incorporelles				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains				
	Constructions				
	Installations techniques,mat. et outillage indus.	4 711	4 210	502	3 978
	Autres immobilisations corporelles	24 453	14 477	9 976	2 608
	Immobilisations grevées de droits				
	Immobilisations en cours				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
Autres participations					
Créances rattachées à des participations					
Autres titres immobilisés					
Prêts					
Autres immobilisations financières					
	TOTAL (I)	29 164	18 687	10 478	6 586
ACTIF CIRCULANT	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis	23 837		23 837	26 479
	Marchandises				
	Avances et Acomptes versés sur commandes	3 105		3 105	3 520
	CREANCES (3)				
	Créances usagers et comptes rattachés	1 929	710	1 219	
	Autres créances	37 327		37 327	27 576
	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT				
DISPONIBILITES	87 601		87 601	101 125	
COMPTES DE REGULARISATION	Charges constatées d'avance	874		874	705
	TOTAL (II)	154 673	710	153 963	159 405
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (III)				
	Primes de remboursement des obligations (IV)				
	Ecarts de conversion actif (V)				
TOTAL ACTIF (I à VI)		183 837	19 397	164 441	165 991
(1) dont droit au bail					
(2) dont à moins d'un an					
(3) dont à plus d'un an					
ENGAGEMENTS RECUS					
Legs nets à réaliser : - acceptés par les organes statutairement compétents			- autorisés par l'organisme de tutelle		
Dons en nature restant à vendre					



Bilan Passif

Etat exprimé en euros

31/12/2021

31/12/2020

Fonds associatifs	Fonds propres		
	Fonds associatifs sans droit de reprise		
	<i>Dont legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés, subventions d'investissements affectées à des biens renouvelables</i>		
	Ecarts de réévaluation		
	Réserves	67 252	67 252
	Report à nouveau	47 016	44 683
	Résultat de l'exercice	3 433	2 333
	Total des fonds propres	117 701	114 268
	Autres fonds associatifs		
	Fonds associatifs avec droit de reprise		
	- Apports		
	- Legs et donations		
	- Subventions d'investissements affectées à des biens renouvelables		
	Résultats sous contrôle de tiers financeurs		
	Droits des propriétaires		
	Ecarts de réévaluation		
	Subventions d'investissement sur biens non renouvelables		
	Provisions réglementées		
	Total des autres fonds associatifs		
	Total des fonds associatifs	117 701	114 268
Provisions	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges		
	Total des provisions		
Fonds dédiés	Sur subventions de fonctionnement	25 761	26 479
	Sur dons manuels affectés		
	Sur legs et donations affectés		
	Total des fonds dédiés	25 761	26 479
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)		
	Emprunts et dettes financières divers		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	6 052	7 078
	Dettes fiscales et sociales	14 039	17 278
	DETTES DIVERSES		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	888	888
	Produits constatés d'avance		
	Total des dettes	20 979	25 244
	Ecarts de conversion passif		
TOTAL PASSIF		164 441	165 991
Résultat de l'exercice exprimé en centimes		3 432,85	2 333,18
(1) Dont à moins d'un an		20 979	25 244
(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP			
ENGAGEMENTS DONNES			

Compte de Résultat



Commissariat
Aux Comptes

Etat exprimé en euros

31/12/2021

31/12/2020

		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises, de produits fabriqués		
	Prestations de services	2 229	3 370
	Productions stockée	(2 642)	26 479
	Production immobilisée		
	Subventions d'exploitation	140 578	119 191
	Dons		
	Cotisations	1 450	1 285
	Legs et donations		
	Autres produits de gestion courante	1	1
	Reprises sur provisions et amortissements, transfert de charges		6 028
	Autres produits		
	Total des produits d'exploitation	141 616	156 355
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats	50	(2)
	Variation de stock		
	Autres achats et charges externes	33 546	48 497
	Impôts, taxes et versements assimilés	1 672	1 644
	Rémunération du personnel	85 006	79 430
	Charges sociales	12 801	12 578
	Subventions accordées par l'association		
	Dotation aux amortissements et dépréciations	5 083	4 741
	Dotation aux provisions		
	Autres charges	6	11
	Total des charges d'exploitation	138 165	146 900
Produits financiers Charges financières	1 - RESULTAT COURANT NON FINANCIER	3 452	9 455
	Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges		
	Intérêts et produits financiers	332	236
	Dotation aux amortissements et aux dépréciations		
	Intérêts et charges financières		
	2 - RESULTAT FINANCIER	332	236
	3 - RESULTAT COURANT AVANT IMPOT (1 + 2)	3 784	9 691
	Produits exceptionnels	134	21
	Charges exceptionnelles	1 203	102
	4 - RESULTAT EXCEPTIONNEL	(1 069)	(81)
	Impôts sur les sociétés		
	(+) Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs	2 642	19 202
	(-) Engagements à réaliser sur ressources affectées	1 924	26 479
	TOTAL DES PRODUITS	144 724	175 814
	TOTAL DES CHARGES	141 291	173 481
	EXCEDENT ou DEFICIT	3 433	2 333
EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	PRODUITS	3 167	7 054
	Bénévolat		3 527
	Prestations en nature		
	Dons en nature	3 167	3 527
	CHARGES	3 167	3 527
	Secours en nature		
	Mise à disposition gratuite de biens et services		
	Personnel bénévole	3 167	3 527



Annexe comptable

Etat exprimé en euros

PRESENTATION DE L'ASSOCIATION

Objet social, activités et moyens mis en oeuvre

L'association MAISON DES ASSOCIATIONS DE SAINT JOSEPH a pour objet de :

- Fédérer, soutenir, encourager, accompagner et développer tous efforts et toutes initiatives tendant à diffuser et à développer les activités sociales, culturelles, sportives et citoyennes de l'ensemble de la commune de Saint-Joseph ;
- Promouvoir et développer la vie associative sous toutes ses formes ;
- Assurer la gestion optimum des équipements sportifs et culturels de la commune ainsi que les moyens mis à disposition des associations ;
- Susciter toute réflexion et tout débat tendant à concourir à l'essor de la vie culturelle sociale et sportive à Saint-Joseph mais aussi dans son environnement en général.

Ses actions principales sont :

- Aider, former et accompagner les associations
- Organiser des événements culturels et sportifs avec le partenariat des institutions publiques et du monde associatif

PREAMBULE

Le bilan présente un total de **164 441** euros.

Le compte de résultat, sous forme de liste, affiche un total **produits** de **144 724** euros et un total **charges** de **141 291** euros, dégageant ainsi un **résultat** de **3 433** euros.

L'exercice considéré débute le **01/01/2021** et finit le **31/12/2021**, soit une durée de **12** mois.

Les informations communiquées font partie intégrante des comptes annuels qui ont été établis par le conseil d'administration.

REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes annuels ont été établis conformément au règlement de l'Autorité des Normes Comptables (ANC) 2018-06 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation.

Annexe comptable

Etat exprimé en euros

- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Concernant les règles comptables relatives à la définition, la comptabilisation et l'évaluation des actifs (Règlement CRC 2004-06), l'entité a fait le choix de la méthode prospective.

Immobilisations

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires) minoré des remises, rabais et escomptes obtenus.

Amortissements

Les amortissements sont calculés selon le mode linéaire ou dégressif (fiscal) en fonction de la durée normale d'utilisation du bien.

- Immobilisations non décomposables : conformément aux mesures de simplifications pour les PME, ces immobilisations sont amorties sur la durée d'usage fiscalement admise.
- Immobilisations décomposables : si les éléments d'un actif ont des durées d'utilisations différentes, chaque élément est comptabilisé séparément et un plan d'amortissement propre à chacun est retenu.

La dépréciation des immobilisations est évaluée par l'entité à chaque clôture, au moyen de test de dépréciation effectué dès qu'existe un indice de perte de valeur.

Stocks et en cours

Néant.

Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Mises à disposition

L'association bénéficie des mises à dispositions suivantes en provenance de la Commune de Saint-Joseph:

- . Un local à titre permanent, situé au 354 rue Raphael Babet, régi par une convention de mise à disposition spécifique.
- . La mise à disposition gracieuse et ponctuelle du domaine public communal (places, voies publiques, salles...)
- . Les moyens logistiques communaux : animateurs , sonorisation, éclairage, tentes, tables , podium , barrières, chaises , énergie électrique, eau , extincteurs, lits picot et installations et cablages électriques.



Annexe comptable

Etat exprimé en euros

Des aides en nature, à savoir des prestations de services acquises par la Commune et nécessaires au bon déroulement des actions à mettre en oeuvre :

- . Prestations de communications dans la limite maximale de 7000€
- . Prestation de pose de coffrets électriques et de contrôle des installations dans la limite maximale de 7000€
- . Prestations de sonorisation et d'éclairage scénique dans la limite maximale de 20000€
- . Prestations de gardiennage et de sécurité (malveillance et incendie) dans la limite maximale de 22000€
- . Prestations poste de secours dans la limite maximale de 3000€
- . Prestations de restauration dans la limite maximale de 700€
- . Mise à disposition de foncier dans la limite maximale de 3000€
- . Prestation de location de grue et de nacelle dans la limite maximale de 7000€

Contributions volontaires

Les heures de bénévolat consacrées aux fonctions d'exécution ou d'encadrement ont été valorisées dans les comptes à 3167.25 € au titre de l'exercice 2021, sur les actions Marché du Safran et réunions de travail MDA, pour un nombre total de 216.50 heures .

La méthode de calcul retenue a été la suivante pour la valorisation de ces heures :

- pour une fonction d'exécution : smic horaire soit 10.25€
- pour une fonction d'encadrement : 2 * smic horaire soit 20.50€
- pour une fonction d'expertise : 3 * smic horaire soit 30.75€

AUTRES INFORMATIONS SIGNIFICATIVES DE L'EXERCICE

Impact de la crise sanitaire du Covid-19

La crise sanitaire liée au covid-19 et la promulgation de l'état d'urgence sanitaire par la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence ont constitué un événement majeur des exercices 2020 et 2021.

Sur les incertitudes pesant à la date d'arrêté des comptes sur la situation financière de l'entreprise résultant de la crise : A la date d'établissement des comptes de l'entreprise, l'entreprise n'est pas en mesure de chiffrer l'impact de la crise sur son patrimoine, sa situation financière et son résultat.

L'association a toutefois mis en action un plan de continuation de l'activité en mettant en oeuvre les mesures suivantes :

- Activité partielle : recours au dispositif de chômage partiel pour les salariés en 2020 ;

Eu égard à ces mesures, à la date de l'arrêté des comptes, l'association estime que la poursuite de son exploitation n'est pas remise en cause.

Immobilisations



Etat exprimé en euros

Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2021
	Augmentations		Diminutions		
	Réévaluations	Acquisitions	Virt p.à p.	Cessions	

INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement					
	Autres					
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES					
CORPORELLES	Terrains					
	Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal. agencet aménagement					
	Instal technique, matériel outillage industriels	11 786		359	7 433	4 711
	Instal., agencement, aménagement divers	4 155				4 155
	Matériel de transport					
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	13 338		9 819	2 859	20 298
	Emballages récupérables et divers					
	Immobilisations corporelles en cours					
	Avances et acomptes					
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	29 279		10 178	10 292	29 164
FINANCIERES	Participations évaluées en équivalence					
	Autres participations					
	Autres titres immobilisés					
	Prêts et autres immobilisations financières					
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES					
TOTAL		29 279		10 178	10 292	29 164



Amortissements

Etat exprimé en euros

Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2021
	Dotations	Diminutions	

INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement				
	Fonds commercial				
	Autres immobilisations incorporelles				
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
CORPORELLES	Terrains				
	Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal. agencement aménagement				
	Instal technique, matériel outillage industriels	7 807	3 897	7 495	4 210
	Autres Instal., agencement, aménagement divers	2 820	594		3 414
	Matériel de transport				
	Matériel de bureau, mobilier	12 066	1 857	2 859	11 063
	Emballages récupérables et divers				
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	22 693	6 348	10 354	18 687
TOTAL		22 693	6 348	10 354	18 687

Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires

	Dotations			Reprises			Mouvement net des amortisse- ment à la fin de l'exercice
	Différentiel de durée et autre	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée et autre	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	
Frais d'établissement et de développement							
Fonds commercial							
Autres immobilisations incorporelles							
TOTAL IMMOB INCORPORELLES							
Terrains							
Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal, agencement, aménag.							
Instal. technique matériel outillage industriels							
Instal générales Agencet aménagt divers							
Matériel de transport							
Matériel de bureau, informatique, mobilier							
Emballages récupérables, divers							
TOTAL IMMOB CORPORELLES							
Frais d'acquisition de titres de participation							
TOTAL							
TOTAL GENERAL NON VENTILE							

Provisions

Commissaire
Et
Audit - 3

Etat exprimé en euros

		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2021
PROVISIONS REGLEMEENTEES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires				
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres				
	PROVISIONS REGLEMEENTEES				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges				
	Pour garanties données aux clients				
	Pour pertes sur marchés à terme				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires				
	Pour impôts				
	Pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
	Autres				
	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES				
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur immobilisations { incorporelles corporelles des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières				
	Sur stocks et en-cours				
	Sur comptes clients	710			710
	Autres				
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION	710			710
TOTAL GENERAL		710			710

Dont dotations et reprises { - d'exploitation - financières - exceptionnelles			
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.			



Créances et Dettes

Etat exprimé en euros

	31/12/2021	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations		
	Prêts		
	Autres immobilisations financières		
	Clients douteux ou litigieux	710	710
	Autres créances clients	1 219	1 219
	Créances représentatives des titres prêtés		
	Personnel et comptes rattachés		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	170	170
	Impôts sur les bénéfices		
	Taxes sur la valeur ajoutée		
	Autres impôts, taxes versements assimilés		
	Divers	37 157	37 157
	Groupe et associés		
	Débiteurs divers		
	Charges constatées d'avances	874	874
	TOTAL DES CREANCES	40 130	40 130
Prêts accordés en cours d'exercice			
Remboursements obtenus en cours d'exercice			
Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)			

	31/12/2021	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles			
	Autres emprunts obligataires			
	Emprunts dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine			
	Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine			
	Emprunts et dettes financières divers			
	Fournisseurs et comptes rattachés	6 052	6 052	
	Personnel et comptes rattachés	6 134	6 134	
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	6 506	6 506	
	Impôts sur les bénéfices	26	26	
	Taxes sur la valeur ajoutée			
	Obligations cautionnées			
	Autres impôts, taxes et assimilés	1 373	1 373	
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
	Groupe et associés			
	Autres dettes	888	888	
	Dette représentative de titres empruntés			
	Produits constatés d'avance	25 761	25 761	
	TOTAL DES DETTES	46 740	46 740	
Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice				
Emprunts dettes associés (personnes physiques)				



Tableau de suivi des fonds associatifs

Libellé	Solde au début de l'exercice A	Augmentations B	Diminutions C	Solde à la fin de l'exercice D = A + B - C
Fonds associatifs sans droit de reprise				
- Patrimoine intégré				
- Fonds statutaires				
- Subventions d'investissement non renouvelables				
- Apports sans droit de reprise				
- Legs et donations avec contrepartie d'actif immobilisés				
- Subventions d'investissement affectées à des biens renouvelables				
Ecarts de réévaluation sur des biens sans droit de reprise				
Réserves statutaires ou contractuelles				
Réserves réglementées				
Autres réserves	67 252			67 252
Report à nouveau	44 683			44 683
Résultat de l'exercice	2 333			2 333
Fonds associatifs avec droit de reprise				
- Apports				
- Legs et donations				
- Subventions d'investissement sur biens renouvelables				
Résultats sous contrôle des tiers financeurs				
Droits des propriétaires (Commodat)				
Ecarts de réévaluation sur des biens avec droit de reprise				
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables				
Provisions réglementées				
TOTAL	114 268			114 268



Tableau de suivi des fonds dédiés

I - SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AFFECTEES				
Ressources	Fonds à engager au début de l'exercice A	Utilisation en cours d'exercice B	Engagement à réaliser sur nouvelles ressources affectées C	Fonds restant à engager en fin d'exercice D = A - B + C
Fonds dédiés GAL GRAND SUD ETAT DEPART LIVRES PDG MAIRIE CREATION SITE INTERNET	26 479	2 642	1 924	23 837 1 924
TOTAL	26 479	2 642	1 924	25 761

II - RESSOURCES PROVENANT DE LA GENEROSITE DU PUBLIC				
Ressources	Fonds à engager au début de l'exercice A	Utilisation en cours d'exercice B	Engagement à réaliser sur nouvelles ressources affectées C	Fonds restant à engager en fin d'exercice D = A - B + C
Dons manuels				
Total				
Legs et donations				
Total				
TOTAL				

Charges à payer



Commissariat
Et
AUGA-SA

Etat exprimé en euros

31/12/2021

Total des Charges à payer		12 938
Dettes fournisseurs et comptes rattachés <i>FOURNISSEURS FNP</i>	<i>4 433</i>	4 433
Dettes fiscales et sociales <i>PERSONNEL.DETTES PROV.C.P</i> <i>CHARG.SOC. A PAYER SUR C.P.</i> <i>FORMATION PROFESSIONNELLE</i>	<i>5 913</i> <i>1 218</i> <i>1 373</i>	8 504